

Si ce n'est pas maintenant, alors quand ? Les femmes* comptent !

La crise du Coronavirus nous confronte toutes et tous à des défis inattendus, qu'ils soient d'ordre économique ou social. Aussi, même si nous évitons le pire, ce virus nous tiendra occupé·e·s pendant longtemps encore. Nous devons aborder la question comment faire face aux conséquences aiguës de la crise, et quelles leçons nous pouvons tirer de celle-ci.

Nous, les organisations signataires de cette lettre, représentons des millions de femmes* en Suisse. Nous adressons un appel urgent au Conseil fédéral et au Parlement : les revendications des femmes* doivent être prises en compte pour surmonter cette crise.

Nous nous adressons au Conseil fédéral et au Parlement avec les demandes suivantes :

1. Nous avons notre mot à dire à la table des négociations !

La crise du coronavirus démontre de manière exemplaire plusieurs problèmes relatifs à notre société, dont les femmes sont les Airbags. Toutefois, ni l'analyse ni les mesures ne tiennent suffisamment compte de cette perspective. L'une des raisons de cette situation est que les femmes* sont sous-représentées là où se prennent les décisions. Cette répartition doit donc maintenant être modifiée. C'est la seule façon de garantir que toutes les perspectives et préoccupations soient entendues.

2. Les mesures de relancement économiques en Suisse doivent tenir compte de la situation de vie de chaque femme*.

Nous, les femmes*, sommes une force motrice de l'économie. Nous effectuons un travail rémunéré et non-rémunéré, en outre nous sommes aussi des consommatrices. Le Conseil fédéral et le Parlement ont la responsabilité d'atténuer pour *tout le monde* les conséquences économiques de la crise. Ces instances doivent donc tenir compte de la situation spécifique des femmes, leur famille et la société. Cela nécessite une budgetisation cohérente avec la dimension du genre (Gender Budgeting) et la mise en œuvre de l'égalité salariale à tous les niveaux politiques. Le Gender Budgeting consiste en une analyse cohérente de toutes les dépenses publiques en termes d'impact spécifique au genre. L'action économique politique du gouvernement doit en découler.

3. La conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale doit être réalisée.

Le Coronavirus l'a démontré : sans une prise en charge complète de la famille par les parents et/ou les grands-parents, cela ne fonctionne pas. Après tout, la garde d'enfants n'est pas un hobby. Elle demande du temps et de l'énergie, et constitue un travail à plein temps. **Les femmes* assurent un milliard d'heures de garde d'enfant non-rémunérées.** C'est plus de travail, que l'ensemble du secteur de la construction. A cela s'ajoute la prise en charge d'autres proches (parents âgés, etc.). Si nous voulons déployer toutes les femmes* et tous les hommes dans la reconstruction de l'économie et éviter une pénurie de la main-d'œuvre qualifiée, nous avons besoin d'avoir en parallèle une offensive professionnelle financée par l'État des soins et de la prise en charge des enfants. Le Conseil fédéral et le Parlement sont urgemment appelés à développer une politique familiale moderne, revendiquée depuis longtemps et particulièrement nécessaire maintenant, afin d'assurer une conciliation entre vie professionnelle et vie privée.

4. Les conditions de travail dans les professions d'importance systémique doivent être améliorées

Nous n'aurions pas pu surmonté la phase aiguë de la crise sans l'immense travail des personnes exerçant les professions dites d'importance systémique. Dans beaucoup de ces secteurs, les femmes* sont fortement surreprésentées. Ainsi, 86% de l'ensemble du personnel infirmier, 92%

dans le secteur de la garde d'enfants, et deux tiers chez les employé·e·s du commerce de détail sont des femmes*. Mais en même temps, c'est précisément dans ces secteurs que les conditions de travail sont misérables et les salaires beaucoup trop bas. Pour les femmes* qui travaillent dans ces secteurs d'importance systémique, les « applaudissements » ne suffisent plus depuis longtemps, elles demandent catégoriquement des améliorations concrètes. Il est clair qu'il y a un grand besoin dans ces secteurs.

5. La violence contre les femmes* est une crise aux proportions épidémiques, même avant ou sans le Coronavirus

En Suisse, une femme* sur deux affirme avoir été victime de violences sexuelles au moins une fois dans sa vie. En moyenne, une femme* meurt toutes les deux semaines des mains de son (ex-)partenaire. Depuis longtemps, les centres d'aide aux victimes, les refuges pour les femmes* et les organisations de femmes* soulignent qu'il y a encore un grand besoin d'action dans ce domaine. En 2017, la Suisse a ratifié la Convention d'Istanbul (Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique). Il est clairement indiqué (article 1, paragraphe 1, lettre c et d) que nous nous devons de mener une action nationale suffisamment coordonnée et stratégique contre la violence à l'égard des femmes*. Il s'agit de protéger et de soutenir toutes les femmes* et les filles* victimes de violence, quel que soit leur statut de résidence, leur âge, leur handicap, leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Il faut notamment prévoir des places financées de manière adéquate dans les centres d'accueil et les foyers pour femmes* dans tous les cantons, la prise en charge intégrale des frais de suivi par les assurances, des conseils aux victimes 24 heures sur 24, des campagnes de prévention systématiques dans toute la Suisse et une offre de formation continue pour tous les groupes professionnels concernés.

6. Un soutien spécifique est nécessaire pour les femmes* migrantes car elles supportent deux fois plus les coûts de la crise

De nombreuses femmes migrantes* travaillent dans des conditions mal rémunérées, en tant que femmes* de ménage, dans les ménages privés, ou en public, comme infirmières*, vendeuses*, ou encore dans la garde d'enfants. Les femmes* migrantes sont souvent employées dans des secteurs particulièrement touchés par la crise du Coronavirus où les conditions de travail sont précaires., avec du travail non-déclaré, des emplois temporaires ou à salaires-horaires, etc. Plus leur statut de résidence est incertain, plus elles supportent les coûts de ce risque. Les femmes* sans-papiers n'ont aucune sécurité sociale et lorsqu'elles le peuvent, beaucoup de femmes* migrantes n'osent pas faire la demande pour bénéficier de l'aide sociale, de peur de mettre en danger leur statut ou de diminuer leurs chances d'obtenir un meilleur statut de résidence. Cela peut entraîner les femmes* migrantes et leur famille dans une détresse existentielle. Nous demandons que des mesures soient prises pour que ces femmes* aient accès aux services de soutien nécessaires, quel que soit leur statut. En outre, nous demandons des mesures pour que la sécurité sociale de toutes les femmes* migrantes soit mieux garantie à long terme.

7. Le financement de la crise ne doit pas se faire sur le dos des femmes*

Les vagues austéritaires dans le secteur des soins, c'est-à-dire dans la santé, dans l'éducation, dans la garde d'enfants et dans les soins aux personnes âgées, etc. touchent deux fois plus les femmes*. D'une part, les femmes* sont proportionnellement surreprésentées précisément dans ces secteurs et donc particulièrement touchées lorsque les conditions de travail se détériorent. D'autre

part, le démantèlement des services abordables de ces secteurs des soins signifie que les femmes* et surtout les femmes* migrantes doivent reprendre ce travail mal, ou même, non-rémunéré. Si, par exemple, les soins à domicile diminuent leur activité envers les personnes âgées, ce sont les femmes de la famille qui prendront le relai. Cette dynamique accentue le problème de la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale et conduit les femmes* à devoir réduire leur charge de travail rémunéré pour assumer le travail, socialement utile, mais non-rémunéré dans le cadre du noyau familial. Cette dynamique familiale a des effets négatifs à long terme sur la position des femmes* au sein du marché du travail, et des diminutions massives de leur retraite. Cela doit cesser maintenant !

Avec nos cordiales salutations,

- Aktivistin.ch
- Alliance f
- Avenir Social
- BPW Business & Professional Women
- cfd - die feministische Friedensorganisation
- DAO Dachorganisation der Frauenhäuser Schweiz und Liechtenstein
- EKdM - Eid. Kommission dini Mueter
- FAFT (Federazione Associazioni Femminili Ticino) Plus
- fem! Feministische Fakultät
- FIZ
- Frauenrechte beider Basel
- Frauenstammtisch Schaffhausen
- Frauen*streik Kollektiv Aargau
- Frauen*streik Kollektiv Bern
- Frauen*streik Kollektiv Luzern
- Frauenstreik Kollektiv Solothurn
- Frauen*streik Kollektiv St.Gallen
- Frauen*streik Kollektiv Thun / Berner Oberland
- Frauen*streik Kollektiv Winterthur
- Frauen*streik Kollektiv Zug
- Frauen*streik Kollektiv Zürich
- Frauennetz Kanton Schwyz
- Frauen*streik Koordination Deutschschweiz
- Frauenzentrale Appenzell Ausserrhoden
- Frauenzentrale Aargau
- Frauenzentrale Bern
- Frauenzentrale Glarus
- Frauenzentrale Thurgau
- Frauenzentrale Zug
- Frauenzentrale Zürich
- Frauenhaus St.Gallen
- Friedens Frauen Weltweit / Peace Women Across the Globe (PWAG)
- GRÜNE Schweiz + Grüne Frauen*

- IG Frau und Museum
- IG Frauen Biel Seeland Solothurn Olten
- Io lotto ogni giorno - Ticino
- Juristinnen Schweiz
- NGO-Netzwerk Istanbul Konvention
- NGO-Koordination post Beijing
- Plan International Schweiz/Switzerland
- Schweizerischer Verband für Frauenrechte SVF-ADF Suisse
- Sexuelle Gesundheit Schweiz
- SEV Frauenkommission
- SGB Frauenkommission
- SKF Schweizerischer Katholischer Frauenbund
- SP Frauen* Schweiz
- SP Schweiz
- Stiftung gegen Gewalt an Frauen und Kindern
- Syndicom IG Frauen
- Teres des femmes
- UNIA Frauen
- Verein CH2021
- Verein fem*so
- Verein FRI Schweizerisches Institut für feministische Rechtswissenschaft und Gender Law
- Verein Feministische Wissenschaft Schweiz
- VPOD
- WIDE
- WyberNet